

**Bien-être animal :**

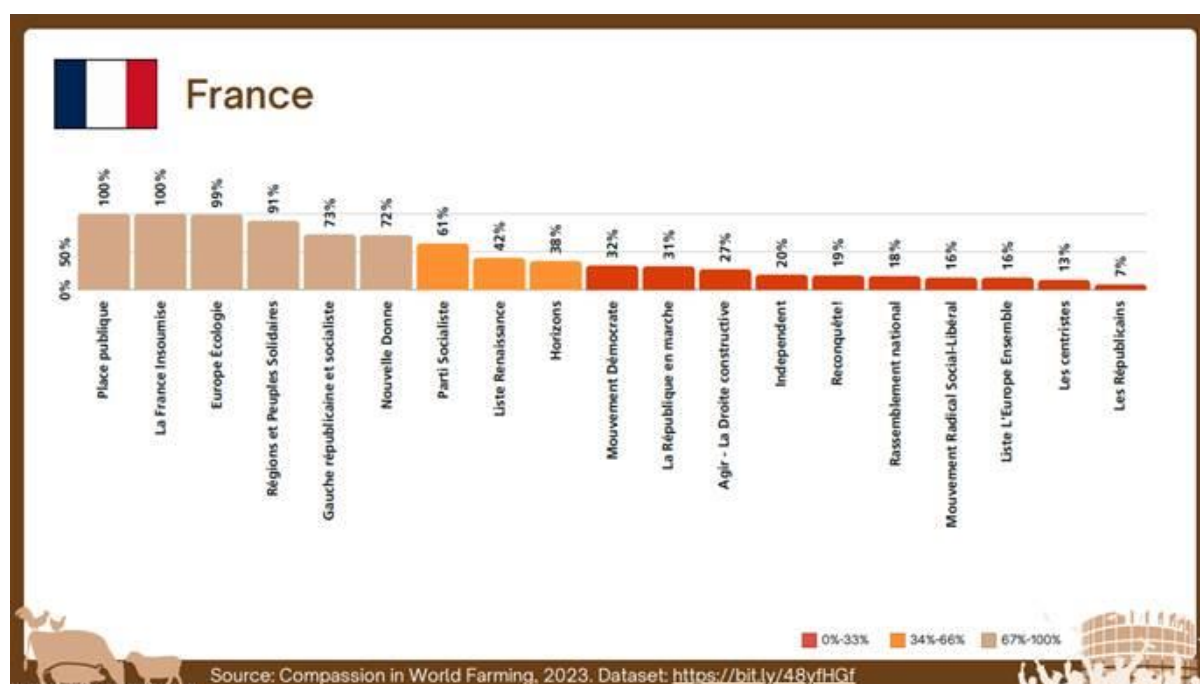
**Une analyse complète de CIWF sur les votes des députés européens révèle les partis politiques qui trahissent systématiquement leurs électeurs**

17 octobre 2023. Les députés européens des groupes de centre-droit et de droite votent systématiquement contre les mesures visant à améliorer le bien-être des animaux d'élevage, selon une [nouvelle analyse](#) de plus de 10 000 votes au parlement européen, publiée par CIWF. L'ONG dénonce une attaque coordonnée des dirigeants politiques et des grands lobbies de l'agro-industrie visant à faire échouer la révision des normes de bien-être des animaux d'élevage. Il s'agit d'une attaque de plus du Pacte Vert européen, et un recul supplémentaire devant des réformes indispensables pour l'avenir de l'élevage.



## Schizophrénie de certains partis politiques européens !

Le nouveau rapport de CIWF intitulé "[L'Europe vote pour les animaux d'élevage](#)" recense les votes des députés européens concernant les animaux d'élevage depuis le début de cette législature en 2019 et jusqu'à cet été. Il passe en revue 16 votes clés du Parlement européen visant à améliorer le bien-être des animaux d'élevage. Les données révèlent que les groupes verts et de gauche (Verts/ALE et S&D) votent systématiquement en faveur des mesures visant à améliorer le bien-être des animaux, tandis que les groupes de centre-droit et de droite votent contre. L'analyse des votes des élus français montre que les Républicains sont les plus mauvais élèves, avec 7% de votes favorables au bien-être des animaux d'élevage suivi des centristes avec 13%. Le Rassemblement national avec 18% fait partie des plus mauvais élèves. Le parti de la majorité présidentielle, Renaissance/LREM, lui, est dans la moyenne basse avec seulement 42% de votes en faveur du bien-être animal.



Or, rappelons qu'un [sondage IFOP](#) réalisé en mars 2023 démontre que c'est bien en écrasante majorité que les Français attendent de la France qu'elle soutienne une révision ambitieuse de la législation européenne avec notamment la fin des cages, et ce quelles que soient leurs convictions politiques : près de 8 Français sur 10 souhaitent que la France soutienne la fin des cages; 9 Français sur 10 pour ceux proches de la majorité présidentielle ; 7 Français sur 10 pour ceux proches des partis de droite ou d'extrême droite.

Cette analyse des votes, fondée sur des données complètes et solides, montre ainsi un **décalage criant entre les demandes des citoyens et le vote des députés européens sensés les représenter**. Sur les 10265 votes individuels analysés, seuls 4 votes sur 10 des parlementaires européens étaient en faveur d'un meilleur bien-être des animaux d'élevage au cours de cette législature. Dans certains groupes politiques, comme le Parti populaire européen, la situation est désastreuse : 2 deux votes sur 10 répondent aux attentes des citoyens !

Cette analyse met donc en lumière la **mauvaise santé de notre démocratie au moment même où l'Union européenne pourrait revenir sur son engagement de réviser sa législation en matière de bien-être animal**, qui permettrait notamment de sortir de leurs cages 300 millions d'animaux d'élevage chaque année.

## La fin des cages : des députés « entravés » par les lobbys de l'agro-industrie ?

Au début du mois de septembre, les médias ont révélé que **l'attentisme de la Commission Européenne** sur la publication de son projet de révision de la législation en matière de bien-être animal **ferait suite à une action coordonnée de la droite contre les engagements du Pacte Vert.**

Le 3 octobre, **le coordinateur du Parti populaire européen pour les dossiers agricoles, l'eurodéputé Herbert Dorfmann, a fait pression sur le nouveau chef du Pacte Vert européen lors de son audition pour qu'il ne présente pas de propositions sur le bien-être animal au cours de cette législature** : en effet, il a révélé au média POLITICO que le Parti populaire européen se serait opposé à une proposition complète de révision de la législation de l'UE sur le bien-être animal.

**Le volet 'conditions d'élevage' du projet de révision doit entériner un engagement sans précédent pris il y a deux par la Commission européenne, à l'issue du succès historique de l'initiative citoyenne européenne "Pour une nouvelle ère sans cage" signée par 1,4 million de citoyens européens coordonnée par CIWF : celui d'interdire l'élevage en cage, l'une des pires pratique de l'élevage intensif qui enferme encore aujourd'hui, au sein de l'UE, plus de 300 millions d'animaux chaque année.**

Yvan Savy directeur de CIWF France conclut : ***"Les lobbies de l'agro-industrie ont réussi à convaincre certains groupes politiques de se présenter comme les porte-parole des agriculteurs en prévision des prochaines élections européennes de 2024. Or, le statu quo prôné par ces groupes n'aide aucunement les agriculteurs à se préparer à l'avenir et à relever les défis imminents pour un élevage durable, respectueux des animaux, des humains et de la planète. Nous attendons un sursaut des partis aux responsabilités afin de prendre en compte les attentes fortes de leurs électeurs, toute tendance confondue, en faveur d'une amélioration du bien-être des animaux d'élevage. Nos représentants auprès de l'Union Européenne doivent se montrer à la hauteur des enjeux actuels et ne plus trahir leurs concitoyens. Sans quoi, les prochaines élections pourraient voir monter un nouveau vote de protestation, renforçant la défiance envers nos institutions européennes."***

### A propos de CIWF

CIWF a été fondée en 1967 par un éleveur laitier britannique en réaction à l'intensification de l'élevage. Depuis plus de 50 ans, CIWF milite pour le bien-être des animaux d'élevage et pour la mise en place d'un système alimentaire durable. Avec plus d'un million de sympathisants, CIWF a des représentants dans 11 pays européens, aux États-Unis, en Chine et en Afrique du Sud.

Pour plus d'informations, consultez les sites [www.ciwf.org](http://www.ciwf.org) et [www.ciwf.fr](http://www.ciwf.fr).

### Contact Presse

CIWF France : Laetitia Dinault : [laetitia.dinault@ciwf.fr](mailto:laetitia.dinault@ciwf.fr) / 06 26 07 55 43